

## **Accumulation réelle, accumulation financière, les deux dimensions indissociables du capitalisme**

Samir AMIN

1. La mode est aujourd'hui, en réponse à « la crise financière » initiée par l'effondrement de Septembre 2008, de « séparer » le « bon capitalisme », utile et efficace, celui des entrepreneurs qui investissent dans la production réelle de biens et services et innovent en réponse à la compétition, du « mauvais capitalisme » des spéculateurs financiers – banques et autres. A partir de cette distinction on propose donc des « régulations », qui devraient permettre, selon leurs auteurs, de faire reculer la financiarisation abusive du capitalisme au bénéfice de la restauration d'une croissance « saine ».

Les projets de régulation les plus modestes se contentent de « faire la morale », à la rigueur de limiter par voie réglementaire, les rémunérations « scandaleuses » des traders et des banquiers, comme le proposent Obama, Sarkozy et d'autres.

D'autres projets, dits « néo-keynésiens » vont beaucoup plus loin. Ces projets associent à la panoplie des mesures réglementaires destinées à limiter la spéculation, une série de politiques actives visant à redistribuer le revenu en faveur des travailleurs et à « diriger » les instruments du crédit, sans hésiter à préconiser la nationalisation des grandes banques et peut être même au-delà. Mais ces projets restent dans la logique du respect de la propriété privée, y compris de celle des oligopoles qui dominent le système productif contemporain.

Je ne reviendrai pas ici sur la critique que j'ai adressée à tous ces projets à mon avis illusoire (Cf. S. Amin, reprise partiellement en annexe).

2. Dans mon livre *La loi de la valeur et le matérialisme historique* (dont une édition nouvelle est en cours, en français et en anglais), je me suis proposé de dégager les caractères et les conditions d'une accumulation élargie, formulés pour un système réduit à ses deux départements I (production de biens de production) et II (production de biens de consommation), dans un modèle simple.

### Phase 1 :

Dep. I :  $e_1 + a = p e_1$  Dep. II :  $e_1 + b = q c_1$

Dans lesquelles  $e_1$  représente la valeur d'une unité de bien de production ;  $p$  et  $q$  les quantités de biens de production et de biens de consommation produites durant la phase ;  $a$  et  $b$  les quantités de travail direct affectés à chacun des départements.

### Phase 2 :

Dep. I :  $e_2 + a\lambda = p e_2$

Dep. II :  $e_2 + b\gamma = q c_2$

Dans lesquelles  $\lambda$  et  $\gamma$  représentent la réduction de travail direct nécessaire pour produire respectivement une unité de biens d'équipement et une unité de biens de consommation associée aux progrès de la productivité du travail social ( $\lambda$  et  $\gamma$  sont donc inférieurs à 1).

Le système permet de définir les valeurs  $e_1$ ,  $e_2$ ,  $c_1$ ,  $c_2$ , soit :

$$e_1 = \frac{a}{p-1} \quad e_2 = \frac{a\lambda}{p-1}$$

$$c_1 = \frac{a + b(p-1)}{q(p-1)} \quad c_2 = \frac{a\lambda + b\gamma(p-1)}{q(p-1)}$$

Ces deux équations traduisent les conditions de l'équilibre offre/demande pour respectivement les biens de production et les biens de consommation dans un système d'accumulation élargie :

<u>Phase 1 :</u>	Equipement	Salaires	Plus value	=	Production
Dep. I	$n_1 e_1$	$+ n_1 a S_1$	$+ n_1 a (1 - S)$		$n_1 p e_1$
Dep. II	$(1 - n_1) e_1$	$+ (1 - n_1) a S_1$	$(1 - n_1) b (1 - S_1)$	=	$(1 - n_1) q c_1$
<u>Phase 2 :</u>					
Dep. I	$n_2 e_2$	$+ n_2 a \lambda S_2$	$+ n_2 a \lambda (1 - S_2)$	=	$n_2 p e_2$
Dep. II	$(1 - n_2) e_2$	$+ (1 - n_2) b \gamma S_2$	$(1 - n_2) b \gamma (1 - S_2)$	=	$(1 - n_2) q c_2$

L'égalité entre l'offre et la demande de biens de consommation s'écrit :

$$\text{Phase 1 : } n_1 a S_1 + (1 - n_1) b S_1 = (1 - n_1) q c_1$$

$$\text{Phase 2 : } n_2 a \lambda S_2 + (1 - n_2) b \gamma S_2 = (1 - n_2) q c_2$$

L'égalité entre l'offre de biens de production (la production de ces biens Durant la phase 1) et sa demande (la valeur des biens de production mis en œuvre dans la phase 2) s'écrit :

$$\text{Phase 1 : } n_1 p e_1 = e_2$$

$$\text{Phase 2 : } n_2 p e_2 = e_3$$

Ces équations nous donnent :  $n = \frac{\lambda}{P}$

Autrement dit n qui définit la proportion des équipements et du travail direct à répartir entre les départements I et II est constante ( $n_1 = n_2 = n_3$ ) et ne dépend que de  $\lambda$ , c'est-à-dire du rythme de progrès des forces productives spécifique au département I. Cette proportion n ne varie que dans la mesure où ce rythme  $\lambda$  lui-même varie d'une phase à l'autre.

On définit les salaires réels  $S'_1$  et  $S'_2$  en divisant les salaires nominaux  $S_1$  et  $S_2$  par les prix des biens de consommation  $C_1$  et  $C_2$ .

$$\text{On obtient alors : } \begin{aligned} S'_2 &= \frac{a n + b (1 - n)}{q} \\ S'_1 &= \frac{a \lambda n + b \gamma (1 - n)}{q} \end{aligned}$$

Qui est nécessairement supérieur à 1.

3. De ce modèle simple on tire deux conclusions :

(i) Que l'accumulation élargie exige une croissance des salaires réels définie par une combinaison de  $\lambda$  et de  $\gamma$ .

(ii) Que le taux de croissance de l'économie (la somme des salaires et des plus values qui commande à son tour celui de l'emploi, est déterminé par le rythme de l'accumulation, lui-même définie par le taux de la plus value (proportion de la plus value par rapport au produit net : salaires + plus value) et les rythmes du progrès ( $\lambda$  et  $\gamma$ ).

Ces deux conclusions sont décisives pour comprendre ce qu'est le capitalisme « réellement existant ».

(i) La tendance normale du capital n'est pas de garantir la croissance du salaire réel comme nécessaire, mais au contraire de maintenir celui-ci aussi bas que les conditions sociales le permettent. Cette contradiction, fondamentale et permanente, rend compte de l'histoire du développement capitaliste saisie dans ses dimensions réelles. Elle permet entre autre :

a. De comprendre pourquoi la phase « glorieuse » de ce développement a été remarquablement courte, correspondant à la mise en place du capitalisme achevé à partir de la révolution industrielle, au XIXe siècle. Durant cette mise en place l'accumulation élargie a été rendu possible, en dépit de la stagnation (voire de la régression) des salaires, par son expansion au détriment des segment du système productif « non capitaliste » à la fois qu'elle désintègre (les artisans et les paysans pauvres ruinés » alimentent l'expansion de l'offre de travail salarié) et qu'elle intègre dans son système (la demande est alimentée par l'expansion de l'agriculture marchande et par celle des nouvelles classes moyennes). Les gigantesques investissements d'infrastructures (chemins de fer entre autre) que le nouvel aménagement du territoire impose complètent l'image de cette mise en place du capitalisme achevé.

Marx avait parfaitement compris que le capitalisme n'était pas « la fin de l'histoire », mais tout au contraire une brève parenthèse au cours de laquelle sont enfin réunies les conditions qui devraient permettre son dépassement rapide.

b. De comprendre pourquoi, au terme de cette mise en place rapide, le capitalisme entre dans sa « longue crise » dont la face « économique » se manifeste par le spectre naissant de la stagnation (à partir de 1873) et la face « politique » par sa remise en cause par la Commune de Paris (1871). Le capital répond à cette crise structurelle par la monopolisation, la mondialisation et la financiarisation. Le mode d'accumulation se transforme, fondé désormais sur l'expansion continue d'un département III d'absorption du surplus grandissant, comme Baran, Sweezy et Magdoff l'ont démontré l'ont démontré. J'analyse également de cette manière la seconde longue crise du capitalisme, amorcée dans les années 1970, entrée avec l'effondrement financier de 2008 dans une étape nouvelle de son déploiement. Je renvoie ici le lecteur aux annexes II et III dans la quelle j'ai repris les lignes générales de mon analyse de ces deux longues crises du capitalisme « mature » (en fait obsolète).

c. De comprendre comment, par la mondialisation de la loi de la valeur, le capital compense les salaires relativement élevés qu'il est contraint de payer à des couches importantes de classes de travailleurs au centre par la combinaison de l'exploitation du travail à bon marché dans les périphéries et les délocalisations comme par le pillage des ressources naturelles de la planète et d'autres « avantages » (le contrôle des technologies du marché financier mondialisé etc). L'ensemble de ces moyens permet aux oligopoles des centres dominants de prélever une « rente impérialiste ». Marx n'a pas traité de cette dimension de la

problématique de l'accumulation, bien qu'il se proposait de le faire (voir l'édition nouvelle de *La loi de la valeur et la matérialisation historique*).

(ii) Le capitalisme ne peut être réduit au concept « d'économie de marché ». Car il s'agit d'un « marché capitaliste » et non d'un « marché » tout court. Ce ne sont pas les « marchés » qui conditionnent l'accumulation, c'est à l'inverse, l'accumulation qui conditionne les marchés. L'économie vulgaire prétend que l'accumulation se module en fonction de l'offre de travail, garantissant de ce fait le plein emploi dès lors que le marché du travail est libéré et dérégulé. Le modèle de l'accumulation réelle démontre que cette prétention de l'économie vulgaire ne repose sur aucune base scientifique ; elle est pure idéologie.

4. Le marché capitaliste dominant est celui qui commande l'accès au capital « disponible » pour le mettre à la disposition des capitalistes. Dans ce premier sens la financiarisation est inhérente au capitalisme réel ; elle n'est pas « surajoutée ».

Par ailleurs le rapport social à travers lequel s'exprime le capitalisme est masqué par l'appropriation privée du capital. Et cette propriété fait l'objet de titres qui sont eux-mêmes des objets marchands. Marx avait déjà fait cette observation à propos des sociétés par action. Les titres de propriété en question circulent et sont, dans cette circulation, l'objet d'estimations de leur potentiel de production de profits. Dans ce second sens la financiarisation est inhérente au capitalisme.

Dans le modèle de l'accumulation élargie que j'ai proposé l'intervention du crédit (du marché monétaire et financier plus généralement) pour faire aux capitalistes l'avance de la valeur des équipements au début de chaque phase est incontournable. (renvoi à mon livre sur *La loi de la valeur*). C'est un troisième sens de la financiarisation inhérente au capitalisme.

D'une manière plus générale marchandise et monnaie sont conceptuellement indissociables parce qu'elles constituent les bases objectives de l'aliénation qui définit la société capitaliste et permet sa reproduction dans toutes ses dimensions économiques, politiques, sociales et culturelles. Faute de comprendre la centralité du concept d'aliénation les économistes vulgaires, y compris ceux qui se veulent critiques du capitalisme, ne sont pas en mesure de saisir la nature de la double face du système, à la fois réel et financier. Leurs propos aberrants concernant « la monnaie/bien collectif » en sont le témoignage éloquent.

5. La comptabilité tenue par les entreprises capitalistes est soumise à des usages différents, soit que les réserves affectées à l'amortissement sont estimées au prix historique réel d'achat des équipements en question, en tenant compte de leur dévalorisation dès lors que des modèles plus récents et plus efficaces sont appelés à les remplacer un jour ou l'autre (« comptabilité aux prix du marché »). Les Européens ont en général donné la préférence à la première méthode, les nord américains à la seconde, appelée à se généraliser avec la financiarisation contemporaine.

Marx (*Le Capital*, vol I, chap. VIII, page 233, Edition TdC 2009) envisage effectivement une comptabilité des capitalistes « aux prix du marché », au demeurant parfaitement conforme à l'illusion produite par l'aliénation, c'est-à-dire à la substitution d'une réalité virtuelle en lieu et place de la réalité réelle. Le recours de l'économie vulgaire aux « anticipations » constitue la formulation de cette substitution.

Les formes de ces deux modes de comptabilité ne donnent pas de résultats différents en substance, mais elles produisent des « impressions » qui le sont. La comptabilité aux prix historiques alimente la constitution de « réserves » correspondant aux amortissements suffisantes pour permettre une bonne couverture des renouvellements. Par contre lorsque ces « réserves » sont réduites à zéro – la « valeur estimée » des équipements mis en œuvre étant devenue nulle dès lors que de nouveaux équipements sont disponibles sur le marché – l'amortissement annulé fait place à un « surprofit » qui lui est égal. Si ce surprofit est distribué aux actionnaires la firme ne peut renouveler ses équipements que si son accès au marché financier le lui permet. La face « firme/bien marchand » l'emporte sur sa face « firme/lieu de production », comme c'est le cas dans l'économie capitaliste contemporaine, en particulier aux Etats Unis.

6. La probabilité que dans le capitalisme réellement existant, les conditions d'un équilibre des offres et des demandes réelles (a fortiori de celles qui répondent à l'imaginaire des marchés et de l'économie virtuelle qui lui est associée) permettant une accumulation élargie qui ne fasse pas problème, est quasiment nulle.